

Revue internationale Animation, territoires et pratiques socioculturelles
International Journal of Sociocultural community development and practices
Revista internacional Animación, territorios y prácticas socioculturales



Numéro 26 (Automne 2024) : 15e anniversaire
Issue 26 (Autumn 2024): 15th anniversary
Número 26 (Otoño 2024): 15° aniversario

Jean-Marie Lafortune

Number 26, 2024

15e anniversaire
15th anniversary
15 anos

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1115816ar>

DOI: <https://doi.org/10.55765/atps.i26.2748>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de communication sociale et publique, Université du Québec à Montréal

ISSN

1923-8541 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Lafortune, J.-M. (2024). Numéro 26 (Automne 2024) : 15e anniversaire / Issue 26 (Autumn 2024): 15th anniversary / Número 26 (Otoño 2024): 15° aniversario. *Revue internationale Animation, territoires et pratiques socioculturelles / International Journal of Sociocultural community development and practices / Revista internacional Animación, territorios y prácticas socioculturales*, (26), i-iii. <https://doi.org/10.55765/atps.i26.2748>

© Jean-Marie Lafortune, 2024



This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>



Présentation

Numéro 26 (Automne 2024) : 15^e anniversaire

Jean-Marie Lafortune

Rédacteur, Revue internationale Animation, territoires et pratiques socioculturelles
Professeur, Département de communication sociale et publique, Université du Québec à Montréal (UQAM), Canada
lafortune.jean-marie@uqam.ca

Ce numéro spécial de la Revue permet non seulement de célébrer 15 années de publication permettant de suivre les inflexions que le champ a connues depuis 2010, mais également de cerner ses développements à venir dans une douzaine de pays où elle a trouvé un terreau fertile.

Il se divise en deux parties complémentaires. La première, signée par Jean-Marie Lafortune et Olivier Picard-Borduas, pose un regard rétrospectif sur les 25 numéros publiés, en regroupant chronologiquement les thèmes abordés dans les articles parus et en dépeignant la provenance géographique et disciplinaire des auteurs afin de rendre compte des modalités d'animation qui se déploient et des pratiques socioculturelles qu'elle recoupe compte tenu des spécificités des territoires concernés.

Face à un monde de plus en plus complexe, marqué par des incertitudes économiques, politiques, sociales et environnementales, l'animation culturelle se trouve à la croisée des chemins. Elle est appelée à jouer un rôle crucial dans la construction d'un avenir plus juste, plus inclusif et plus démocratique. Mais pour ce faire, elle doit relever de nombreux défis et s'adapter aux nouvelles réalités du monde contemporain qui sapent certains de ses fondements.

La seconde partie accueille une série de textes prospectifs sur l'évolution de l'animation à l'horizon 2030-2035. Nous avons convié à cette fin les collègues à répondre aux questions suivantes : quels défis relèvera-t-elle, quelles finalités poursuivra-t-elle, quelles formes et modalités prendra-t-elle, dans quels milieux et auprès de quelles populations se pratiquera-t-elle, sur quelles formations s'appuiera-t-elle, avec quels mouvements sociaux se liera-t-elle et quelles limites (professionnelles, sociales, culturelles, politiques) affrontera-t-elle ?

Un panorama assez vaste et contrasté nous est offert par les contributions de Marianne Block, Marine Fontaine, Lore Martin, Marie Pirotte et Julie Reynaert (Belgique), Fernando Curto et Mario Viché (Espagne), Véronique Bordes et Luc Greffier (France), Joana Campos, Cristina Cruz et Laurence Vohlgemuth (Portugal), Sylvia Garcia Delahaye et Caroline Dubath (Suisse), Sandra Llosa (Argentine), Izabel Solyszko (Colombie), Christian Cécile (Guyane), Martin Lussier et Ina Motoi (Québec), Aïcha Boukhriassa (Algérie) et Koffi Roland Bini (Côte d'Ivoire).

Il frappe d'emblée en parcourant ces textes, qu'alors qu'un univers conceptuel et de valeurs de référence est partagé par les chercheurs et les praticiens, les systèmes d'animation varient significativement selon les contextes sociohistoriques, géopolitiques, économiques et culturels où

ils s'insèrent. Bien qu'elle s'appuie sur des perspectives critiques communes, l'animation tire ses caractéristiques essentielles de ses processus d'institutionnalisation, où se jouent la reconnaissance sociale, incluant les ressources accordées par l'État qui cadrent les finalités et les modalités de pratique d'une action militante, qui s'appuie sur des parcours d'implication sociopolitique, ou professionnelle, qui requiert ses formations académiques.

Si les articles parus depuis 15 ans (Partie 1) en attestent, la réalité anticipée de l'animation en 2030 (Partie 2) le confirme. D'une part, le lexique de l'agir culturel est dominant : éducation populaire, animation sociale, organisation communautaire, activités de conscientisation, action collective, mobilisation des ressources, mouvements sociaux. D'autre part, les diagnostics de territoire, soit la manière de définir les problématiques, induisent des objectifs et des méthodes de travail qui découlent des cadres sociaux existants, des populations ciblées et des moyens disponibles.

Partout, la tâche des animateurs consiste à aider tant les individus, les groupes que les collectivités à trouver leurs repères et à éliminer les obstacles qui entravent leur épanouissement. Généralisée au Nord et plus rare au Sud, la professionnalisation de l'animation s'accompagne d'une interrogation sur sa fonction sociale. En effet, incorporée dans des cursus universitaires, qui ont pour effet de transformer des jeunes des classes populaires en membres des classes moyennes, et enrégimentée dans des ordres professionnels, qui substituent l'éthique engagée par le respect de codes déontologiques, l'animation semble moins au service des citoyens dans une dynamique axée sur la prise en charge autonome de leur propre développement issue d'en bas que d'une régulation politico-administrative découlant d'une logique hiérarchique venue d'en haut. Mais les réalités sont évidemment plus complexes.

Dans les pays du Nord, 40 ans de néolibéralisme semble avoir épuisé le potentiel transformateur de l'animation, non seulement en modifiant les formations et les modalités de mise en œuvre, mais surtout en rendant caduque ses velléités visant un monde partagé et des aspirations au bonheur qui ne suivent pas uniquement les voies de l'accumulation matérielle.

Alors que la doctrine néolibérale accorde la primauté aux droits sur la participation, c'est non seulement l'entraide entre les populations aux marges qui s'érode, mais les régimes démocratiques qui vacillent et la vie civique qui régresse. Au sein des sociétés post-industrielles qui ont délocalisé leurs activités industrielles (et agricoles) à compter des années 1980 et ainsi enrayé la transmission des cultures ouvrières, que reste-t-il des bases d'une solidarité populaire (dont l'absence de relègue dans le milieu associatif est un symptôme fort) ? Devant la « libération » des individus de l'emprise des institutions au moyen des outils technologiques, dont les algorithmes agissent comme des « dispositifs d'accompagnement personnalisés », l'animation aurait-elle perdu ses bases et ses repères ? Aurait-elle suivi le même destin que les social-démocraties¹, aujourd'hui disparues ?

Il faut peut-être se tourner vers le Sud pour renouer avec les racines de l'animation. En phase d'industrialisation, les sociétés africaines tentent de transposer le modèle du Nord, qui requiert une main d'œuvre dédiée et des formations spécialisées, en l'adaptant à leurs réalités culturelles, économiques et politiques. En voie d'institutionnalisation, bien que dépendants des réalités politiques, les dispositifs se multiplient à la faveur de la croissance économique et démographique qui marque le continent.

1. La social-démocratie désigne une voie médiane entre le capitalisme et le socialisme empruntée par les pays nordiques, particulièrement dans la seconde moitié du XXe siècle. Elle utilisait l'action collective démocratique pour promouvoir la liberté (droit) et l'égalité (redistribution), en opposition aux inégalités et à l'oppression induites par le laissez-faire.

La trajectoire de l'animation en Amérique latine, qui accompagnait une phase industrielle initiale (1930-1970), stagne en l'absence de phases subséquentes qui auraient remodelé les sociétés, si bien que le modèle intègre toujours les principes de l'organisation communautaire bénévole sans fort ancrage institutionnel. Comme dans toutes les sociétés clivées autour d'un antagonisme de classes explicite, l'ascenseur social ne fonctionne pas et les classes moyennes peinent à émerger. La révolution culturelle du temps libre, soit le renversement du rapport entre les valeurs travail-loisir, tarde à s'enclencher hors des plus riches centres urbains, le statut de chaque citoyen découlant de la place qu'il occupe dans le système de production.

Les périodes historiques des sociétés semblent toutefois se télescoper avec l'entrée de l'humanité dans le nouveau régime numérique, qui réfute toute transmission entre les générations et promeut une libération des individus en les connectant au sein de communautés choisies et en leur offrant des prothèses techniques pour compenser leurs limites physiologiques.

Dans ce contexte, qui suppose l'accès aux services numériques, l'animation cède à la régulation algorithmique promue par les propriétaires des plateformes et plus prévisible au plan politique, aux blogueurs et aux influenceurs qui régissent la créativité et la vie démocratique des mondes virtuels.

Les fondamentaux de l'animation ont-ils disparu ou se reconfigurent-ils aujourd'hui, notamment autour des questions écologiques et du dialogue interculturel que la globalisation, réalisée au bénéfice des détenteurs de capitaux, a rendus centraux pour l'avenir des sociétés.

L'animation est-elle encore source d'espoir ? De quelle manière les luttes sociales situées, visant plus de justice sociale, de dialogue entre les citoyens et les groupes sociaux, de présence dans les arènes politico-médiatiques, d'occasions d'épanouissement dans le temps libre, requièrent encore de l'animation (entraide et mobilisation) ?

Le prochain numéro de la Revue est à paraître au printemps 2025. La date de tombée pour soumettre un article ou un compte rendu pour ce numéro est le 31 mars 2025 (voir consignes : <https://edition.uqam.ca/atps>). Veuillez noter que nous acceptons en tout temps des textes à paraître dans la section hors thème.

Bonne lecture !

Jean-Marie Lafortune
Rédacteur



Presentation

Issue 26 (Autumn 2024) : 15th anniversary

Jean-Marie Lafortune

Editor, Journal Sociocultural community development and practices
Professor, Department of social and public communication, University of Quebec in Montreal, Canada
lafortune,jean-marie@uqam.ca

This special issue of the Journal not only celebrates 15 years of publication, but also allows us to follow the changes that the field has experienced since 2010 and identify its future developments in a dozen of countries where it has found a fertile soil.

It is divided into two complementary parts. The first, signed by Jean-Marie Lafortune and Olivier Picard-Borduas, looks back on the 25 issues published, by chronologically grouping the themes addressed in the articles and by describing the geographical and disciplinary provenance of the authors to account for the modalities of sociocultural community development that are deployed and the sociocultural practices that it overlaps with the specific features of the territories concerned.

In an increasingly complex world, marked by economic, political, social and environmental uncertainties, sociocultural community development is at a crossroads. It is called upon to play a crucial role in building a more just, inclusive and democratic future. But to do so, it must meet many challenges and adapt to the new realities of the contemporary world that undermine some of its foundations.

The second part of the report includes a series of prospective texts on the evolution of sociocultural community development in 2030-2035. We invited our colleagues to answer the following questions: what challenges will it face, what objectives will it pursue, what forms and modalities will it take, in which environments and among which populations will it be practiced, what training will it rely on, with which social movements will it be linked and what limits (professional, social, cultural, political) will it face?

A rather broad and contrasted panorama is offered by the contributions of Marianne Block, Marine Fontaine, Lore Martin, Marie Pirotte and Julie Reynaert (Belgium), Fernando Curto and Mario Viché (Spain), Véronique Bordes and Luc Greffier (France), Joana Campos, Cristina Cruz and Laurence Vohlgemuth (Portugal), Sylvia Garcia Delahaye and Caroline Dubath (Switzerland), Sandra Llosa (Argentina), Izabel Solyszko (Colombia), Christian Cécile (Guyane), Martin Lussier and Ina Motoi (Quebec), Aïcha Boukhrissa (Algeria) and Koffi Roland Bini (Ivory Coast).

It is striking from the outset when reading these texts that, while a conceptual universe and reference values are shared by researchers and practitioners, sociocultural community development systems vary significantly according to socio-historical contexts, geopolitics, economics and

culture where they fit. Although it is based on common critical perspectives, sociocultural community development draws its essential characteristics from its institutionalization processes, where social recognition is at stake, including the resources granted by the state that frame the purposes and modalities of practice, a militant action, which is based on socio-political activist paths, or professional, which requires its academic training.

If the articles published in the last 15 years (Part 1) attest to this, the anticipated reality of sociocultural community development in 2030 (Part 2) confirms it. On the one hand, the lexicon of cultural action is dominant: popular education, social animation, community organization, awareness-raising activities, collective action, resource mobilization, social movements. On the other hand, the diagnosis of territory, or the way to define the problems, induce objectives and working methods that derive from existing social frameworks, target populations and available tools.

The task of facilitators everywhere is to help individuals, groups and communities find their bearings and remove barriers that hinder their development. Widespread in the North and rarer in the South, the professionalization of sociocultural community development is accompanied by a questioning of its social function. Indeed, incorporated into university courses, which have the effect of transforming young people from the working classes into members of the middle classes, and regimented in professional orders, which replace militant ethics by respect for codes of conduct, sociocultural community development seems less to serve citizens in a dynamic focused on autonomous taking charge of their own development from below than of a political-administrative regulation resulting from a hierarchical logic coming from above. But the realities are obviously more complex.

In the countries of the North, 40 years of neoliberalism seems to have exhausted the transformative potential of sociocultural community development, not only by changing its training and implementation modalities, but above all by making obsolete its aspirations for a shared world and aspirations to well-being that do not follow only the paths of material accumulation.

While the neoliberal doctrine gives primacy to rights over participation, it is not only mutual assistance between populations on the margins that is eroding, but democratic regimes that are wavering and civic life that is receding. Within post-industrial societies that have relocated their industrial (and agricultural) activities since the 1980s, thus preventing the transmission of working cultures, what remains of the foundations of popular solidarity (the absence of volunteers in the associative milieu is a strong symptom)? In the face of the “liberation” of individuals from the grip of institutions through technological tools, whose algorithms act as “personalized accompanying devices”, has sociocultural community development lost its bases and landmarks? Would it have followed the same fate as the social democracies¹, now extinct?

Perhaps we should turn to the South to reconnect with the roots of sociocultural community development. In an industrialization phase, African societies are trying to transpose the Northern model, which requires a dedicated workforce and specialized training, by adapting it to their cultural, economic and political realities. On its way to institutionalization, although dependent on political realities, the mechanisms are multiplying in favor of economic and demographic growth that strikes the continent.

1. Social democracy refers to a middle way between capitalism and socialism, which was taken by the Nordic countries, particularly in the second half of the 20th century. It used democratic collective action to promote freedom (right) and equality (redistribution), in opposition to the inequality and oppression induced by laissez-faire.

The trajectory of sociocultural community development in Latin America, which accompanied an initial industrial phase (1930-1970), stagnates in the absence of subsequent phases that would have reshaped societies. So the model still incorporates the principles of voluntary community organization without strong institutional foundation. As in all societies divided around an explicit class antagonism, the social lift does not work, and the middle classes struggle to emerge. The cultural revolution of leisure time, that is the reversal of the relationship between work and leisure values, takes time to take hold outside the richer urban centers, the status of each citizen deriving from the place it occupies in the production system.

The historical periods of societies seem to be colliding with the entry of humanity into the new digital regime, which refutes any transmission between generations and promotes the liberation of individuals by connecting them to selected communities and offering them technical prostheses to compensate for their physiological limitations.

In this context, which presupposes access to digital services, sociocultural community development gives way to algorithmic regulation promoted by platform owners and more predictable at the political level, to bloggers and influencers who govern the creativity and democratic life of virtual worlds.

Have the fundamentals of sociocultural community development disappeared or are they reconfigured today, especially around ecological issues and intercultural dialogue that globalization, carried out for the benefit of capital holders, has made central to the future of societies.

Is sociocultural community development still a source of hope? How the social struggles, aimed at more social justice, dialogue between citizens and social groups, presence in political-media arenas, opportunities for self-fulfilment in free time, still require sociocultural community development (mutual assistance and sociopolitical mobilization)?

The next issue of the Journal will be published in the spring of 2025. The deadline to submit an article or report for this issue is March 31th, 2025 (see instructions: <https://edition.uqam.ca/atps>). Please note that we always accept texts to appear in the Open Topic section.

Enjoy the reading!

Jean-Marie Lafortune
Editor



Presentación

Número 26 (Otoño 2024): 15° aniversario

Jean-Marie Lafortune

Redactor, Revista internacional Animación, territorios y prácticas socioculturales

Profesor, Departamento de comunicación social y pública, Universidad de Quebec en Montreal, Canadá

lafortune.jean-marie@uqam.ca

Este número especial de la Revista no solo permite celebrar 15 años de publicación que permiten seguir los cambios que el campo ha experimentado desde 2010, pero también de identificar sus desarrollos futuros en una docena de países donde ha encontrado un terreno fértil.

Se divide en dos partes complementarias. La primera, firmada por Jean-Marie Lafortune y Olivier Picard-Borduas, hace una retrospectiva de los 25 números publicados, Agrupando cronológicamente los temas abordados en los artículos publicados y describiendo la procedencia geográfica y disciplinaria de los autores para dar cuenta de las modalidades de animación que se despliegan y de las prácticas socioculturales que ésta cruza teniendo en cuenta Características específicas de los territorios afectados.

Frente a un mundo cada vez más complejo, marcado por incertidumbres económicas, políticas, sociales y medioambientales, la animación cultural se encuentra en una encrucijada. La UE está llamada a desempeñar un papel crucial en la construcción de un futuro más justo, inclusivo y democrático. Pero para ello debe hacer frente a numerosos desafíos y adaptarse a las nuevas realidades del mundo contemporáneo que socavan algunos de sus fundamentos.

La segunda parte acoge una serie de textos prospectivos sobre la evolución de la animación en el horizonte 2030-2035. Para ello, hemos invitado a los colegas a responder a las siguientes preguntas: ¿qué retos se enfrentará, qué fines perseguirá, qué formas y modalidades adoptará, en qué entornos y con qué poblaciones se ¿En qué formaciones se apoyará, con qué movimientos sociales se vinculará y a qué límites (profesionales, sociales, culturales, políticos) se enfrentará?

Un panorama bastante amplio y contrastado nos es ofrecido por las contribuciones de Marianne Block, Marine Fontaine, Lore Martin, Marie Pirotte y Julie Reynaert (Bélgica), Fernando Curto y Mario Viché (España), Véronique Bordes y Luc Greffier (Francia), Joana Campos, Cristina Cruz y Laurence Vohlgemuth (Portugal), Sylvia Garcia Delahaye y Caroline Dubath (Suiza), Sandra Llosa (Argentina), Isabel Solyszko (Colombia), Christian Cécile (Guyane), Martin Lussier e Ina Motoi (Quebec), Aïcha Boukhrissa (Argelia) y Koffi Roland Bini (Costa de Marfil).

Llama la atención desde el principio al recorrer estos textos, que mientras un universo conceptual y de valores de referencia es compartido por los investigadores y los practicantes, los sistemas de animación varían significativamente según los contextos sociohistóricos, geopolíticos, económicos y culturales donde se insertan. Aunque se basa en perspectivas críticas comunes, la animación toma sus características esenciales de sus procesos de institucionalización, donde se

juega el reconocimiento social, Incluyendo los recursos concedidos por el Estado que encuadran las finalidades y modalidades de práctica, de una acción militante, que se apoya en trayectorias de implicación sociopolítica, o profesional que requiere sus formaciones académicas.

Si los artículos publicados desde hace 15 años (Parte 1) lo atestiguan, la realidad anticipada de la animación en 2030 (Parte 2) lo confirma. Por una parte, el léxico de la acción cultural es dominante: educación popular, animación social, organización comunitaria, actividades de concientización, acción colectiva, movilización de recursos, movimientos sociales. Por otra parte, los diagnósticos de territorio, es decir la manera de definir las problemáticas, inducen objetivos y métodos de trabajo que derivan de los marcos sociales existentes, de las poblaciones destinatarias y de los medios disponibles.

La tarea de los facilitadores en todas partes es ayudar a las personas, grupos y comunidades a encontrar su lugar y eliminar los obstáculos que dificultan su desarrollo. Generalizada en el Norte y más rara en el Sur, la profesionalización de la animación se acompaña de un cuestionamiento sobre su función social. En efecto, incorporada a cursos universitarios, que tienen por efecto transformar jóvenes de las clases populares en miembros de las clases medias, y regida en órdenes profesionales, que sustituyen la ética comprometida con el respeto de códigos deontológicos, la animación parece menos al servicio de los ciudadanos en una dinámica orientada a la toma autónoma del propio desarrollo procedente de abajo que de una regulación político-administrativa derivada de una lógica jerárquica procedente de arriba. Pero las realidades son evidentemente más complejas.

En los países del norte, 40 años de neoliberalismo parecen haber agotado el potencial transformador de la animación, no solo modificando las formaciones y las modalidades de aplicación, pero sobre todo haciendo caducas sus veleidades que apuntan a un mundo compartido y aspiraciones a la felicidad que no siguen solamente los caminos de la acumulación material.

Mientras la doctrina neoliberal da primacía a los derechos sobre la participación, no es solo el apoyo mutuo entre las poblaciones en los márgenes lo que se está erosionando, sino también los regímenes democráticos que están tambaleándose y la vida cívica retrocediendo. En las sociedades postindustriales que han deslocalizado sus actividades industriales (y agrícolas) a partir de los años 1980 y así han impedido la transmisión de las culturas obreras, qué queda de las bases de una solidaridad popular (cuya ausencia de relevo en el medio asociativo es un fuerte síntoma)? Ante la «liberación» de los individuos del dominio de las instituciones por medio de herramientas tecnológicas, cuyos algoritmos actúan como «dispositivos de acompañamiento personalizados», ¿habrá perdido la animación sus bases y sus puntos de referencia? ¿Habría seguido el mismo destino que las democracias sociales hoy desaparecidas¹?

Quizás sea necesario mirar hacia el sur para volver a las raíces de la animación. En la fase de industrialización, las sociedades africanas intentan transponer el modelo del Norte, que requiere una mano de obra dedicada y formaciones especializadas, adaptándolo a sus realidades culturales, económicas y políticas. En proceso de institucionalización, aunque dependen de las realidades políticas, los dispositivos se multiplican en favor del crecimiento económico y demográfico que caracteriza al continente.

1. La socialdemocracia designa una vía intermedia entre el capitalismo y el socialismo que tomaron los países nórdicos, especialmente en la segunda mitad del siglo XX. Se utilizó la acción colectiva democrática para promover la libertad (derecho) y la igualdad (redistribución), en oposición a las desigualdades y la opresión inducidas por el *laissez-faire*.

La trayectoria de la animación en América Latina, que acompañó una fase industrial inicial (1930-1970), se estanca en ausencia de fases posteriores que habrían remodelado las sociedades. De esta manera, el modelo sigue incorporando los principios de la organización comunitaria voluntaria sin un fuerte anclaje institucional. Como en todas las sociedades divididas alrededor de un antagonismo explícito de clases, el ascensor social no funciona y las clases medias tienen dificultades para emerger. La revolución cultural del tiempo libre, es decir la inversión de la relación entre los valores trabajo-ocio, tarda en enclavarse fuera de los centros urbanos más ricos, el estatus de cada ciudadano derivado del lugar que ocupa en el sistema de producción.

Los períodos históricos de las sociedades parecen, sin embargo, chocar con la entrada de la humanidad en el nuevo régimen digital, que rechaza toda transmisión entre las generaciones y promueve la liberación de los individuos conectándolos dentro de comunidades seleccionadas y ofreciéndoles prótesis técnicas para compensar sus limitaciones fisiológicas.

En este contexto, que supone el acceso a los servicios digitales, la animación cede a la regulación algorítmica promovida por los propietarios de las plataformas y más previsible a nivel político, a los bloggers e influencers que gobiernan la creatividad y la vida democrática de los mundos virtuales.

Los fundamentos de la animación han desaparecido o se reconfiguran hoy, en particular en torno a las cuestiones ecológicas y del diálogo intercultural que la globalización, realizada en beneficio de los poseedores de capitales, ha hecho centrales para el futuro de las sociedades.

¿La animación es aún una fuente de esperanza? Cómo las luchas sociales localizadas, que buscan más justicia social, diálogo entre los ciudadanos y grupos sociales, presencia en las arenas político-mediáticas, oportunidades de realización en el tiempo libre, todavía requieren animación (Asistencia y movilización)?

El próximo número de la Revista se publicará en la primavera de 2025. La fecha de llegada para enviar un artículo o un informe para este número es el 31 de marzo de 2025 (ver instrucciones: <https://edition.uqam.ca/atps>). Tenga en cuenta que aceptamos en todo momento textos que se publicarán en la sección fuera de tema.

¡ Buena lectura!

Jean-Marie Lafortune
Redactor